



CAPITALISATION D'EXPÉRIENCES
DE 12 ANS DE PROJETS AU BURKINA FASO

PROGRAMME D'ALPHABÉTISATION

Description d'expérience
et leçons apprises

TEXTES :

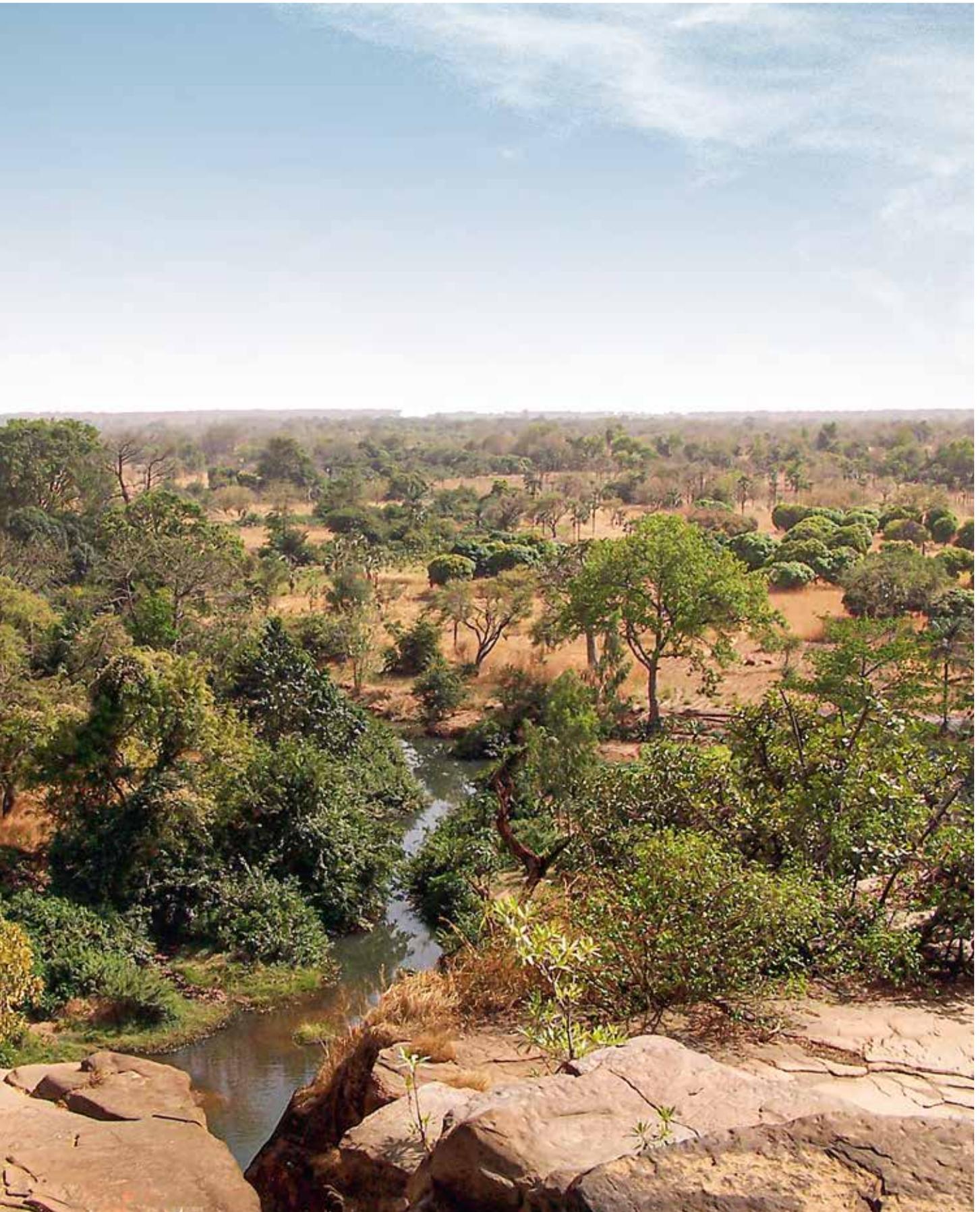
- ▶ EZRA RICCI
- ▶ ABEL YONLI
- ▶ OMAR KABORÉ
- ▶ RENÉ EMMENEGGER

PHOTOS :

- ▶ ADAP
- ▶ AFAUDEB

Avec le soutien du
partage des savoirs

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**
Mettons le monde en mouvement



A3F	Apprentissage du Français Fondamental et Fonctionnel	PDSEB	Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base (2011-2015)
ADAP	Association pour le développement des aires protégées	PFNL	Produits forestiers non ligneux
ADELE	Projet Appui au Développement Local à l'Est	PNE	Politique Nationale en matière d'Environnement
AENF	Alphabétisation et éducation non formelle	PNSR	Programme National du Secteur Rural
AFAUDEB	Association faune et développement au Burkina	PONASI	Parc National de Pô, Ranch de Gibier de Nazinga, Forêt classée de la Sissili
AG	Assemblée Générale	PROGEREF	Projet de gestion durable des ressources forestières
AI	Alphabétisation Initiale	PRONAA	Programme National d'Accélération de l'Alphabétisation
AP	Aire Protégée	RAF	Loi portant Réorganisation Agraire et Foncière
APRG	Association pour la promotion rurale du Gulmu	SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
CBN	Centre Banma Nuara	SDR	Stratégie de Développement Rural à l'horizon 2015
CEP	Certificat d'études primaires	UC/GVPFNL	Union Communale de Groupement Villageois de valorisation des PFNL
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales	UE	Union Européenne
CVD	Conseil Villageois de Développement	UICN	Union International pour la Conservation de la Nature
DDC	Direction du Développement et de la Coopération	WAP	Continuum transfrontalier de parcs W-Arly-Pendjari
DPENA	Direction provinciale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation	ZOVIC	Zone Villageoise d'Intérêt Cynégétique
ECOPASS	Ecosystèmes Protégés d'Afrique Soudano-Sahélienne		
EPFL	Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne		
Faudeb	Projet Faune et Développement de Boumoana (partenariat ADAP-AFAUDEB)		
FCB	Formation Complémentaire de Base		
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine		
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial		
FGC	Fédération genevoise de coopération		
FONAENF	Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle		
FTS	Formation technique et spécifique		
GVGF	Groupement Villageois de Gestion de Faune		
GV-PFNL	Groupement Villageois de valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux		
IHEID	Institut de Hautes Études Internationales et du Développement		
IUéD	Institut Universitaire d'études du Développement		
MAN	Man and Nature (ONG)		
ONG	Organisation non gouvernementale		
PDDEB	Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (2001-2010)		

Avec le soutien du
partage des savoirs

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**
Mettons le monde en mouvement



CONTEXTE 04

Parmi les facteurs de développement, l'éducation est probablement celui qui affecte le plus profondément le paysage économique et social à moyen-long terme, et constitue un préalable fondamental pour le développement des tous les secteurs de la société. En cela, elle constitue un baromètre pour jauger de la crédibilité de toute la stratégie de développement d'un pays. En effet, l'analphabétisme explicite et ses formes déguisées sont des obstacles majeurs à l'amélioration de la santé des populations, à l'accroissement de la productivité dans l'agriculture, l'industrie et les services à forte valeur ajoutée. Il constitue aussi un frein majeur à la protection de l'environnement et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Au Burkina Faso, le taux d'alphabétisation constaté lors du recensement national de 2006 s'élevait à 28,7%, et la région de l'Est figurait sous la moyenne nationale avec 15% de sa population se déclarant alphabétisée. L'analphabétisme est particulièrement marqué dans les villages reculés situés en bordure d'aires protégées, où il existe rarement des écoles. Ainsi, dans le cadre de la collaboration avec les communautés riveraines des aires protégées de la région Est entreprise par le projet Faudeb, l'analphabétisme constitue un obstacle majeur pour l'atteinte des objectifs du projet.

C'est pourquoi, l'alphabétisation se révèle être un instrument incontournable pour l'atteinte des objectifs du programme de renforcement des capacités mis en œuvre dans le cadre du projet Faudeb. Alphabétiser les bénéficiaires est non seulement un objectif en soi, permettant d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires, mais constitue aussi un moyen indispensable pour atteindre les objectifs du projet. Les villageois qui suivent le cursus d'alphabétisation peuvent en effet réinvestir leurs acquis dans des domaines soutenus par le projet, que ce soit dans l'aménagement et le suivi écologique des ZOVIC, les techniques de plantation et d'entretien des plants, l'agriculture biologique, le maraîchage, le micro crédit, ou encore dans la valorisation des produits forestiers non ligneux. En parallèle au programme d'alphabétisation, le projet a en outre entrepris de traduire en langues locales les principaux documents intéressants les populations vivant autour d'aires protégées, notamment les textes législatifs en matière de chasse, pêche, pastoralisme et d'agriculture, afin de leur permettre de revendiquer leurs droits et de respecter leurs devoirs.

Origine et historique du programme d'alphabétisation

La zone d'intervention du projet «Faune et Développement de Boumoana», initié en 2004, est l'une des moins alphabétisée du Pays. Selon le recensement de 2006, le taux de scolarisation de cette région se situe à 35,5 % contre 56,8 % dans l'ensemble du pays, et la quasi-totalité des paysans vivant dans cette région ne savent ni lire ni écrire. L'alphabétisation initiée dans les trois langues locales que sont le gourmantché (parlée par les autochtones de la région Est), le fulfuldé (langue des éleveurs Peuls) et le mooré (langue de l'ethnie majoritaire au Burkina, les Mossis) a donc visé à atténuer ce déficit, à la

demande des bénéficiaires. L'apprentissage de l'écriture et des bases de calculs arithmétiques constitue en effet un grand avantage dans la gestion des activités commerciales des populations rurales ainsi que pour la conduite de leurs affaires collectives (rédaction de compte-rendus de réunions, listes de présence, inventaires des équipements, gestion des recettes collectives...), si bien que de nombreux villageois ont sollicité un appui du projet Faudeb dans ce domaine.

L'engagement du projet dans l'alphabétisation a donc visé à répondre à ces fortes attentes des populations locales. L'alphabétisation a en outre été vue comme un outil majeur pour permettre au projet d'atteindre les objectifs de son programme de restauration-protection-valorisation des ressources forestières et fauniques. La connaissance de la législation forestière en matière de chasse, pêche, pastoralisme, agriculture est en effet essentielle pour les populations vivant autour des Parcs Nationaux et des réserves de faune classées. L'alphabétisation est également importante pour le succès des actions de développement soutenues par l'ADAP, en particulier pour faciliter l'apprentissage des itinéraires techniques des filières de valorisation et les fondamentaux de la gestion financière.

Le projet a ainsi démarré en 2004 son volet dédié à l'alphabétisation, en un premier temps en collaboration avec l'ONG APRG (Association pour la Promotion Rurale du Gulmu) qui disposait de compétences dans ce domaine. Progressivement, la mise en œuvre des activités a été prise en main en interne par l'équipe de projet et, avec le recrutement d'un responsable de l'AENF (Alphabétisation et éducation non formelle) en 2008, le partenariat avec l'APRG a été interrompu, non sans un certain mécontentement de leur part.

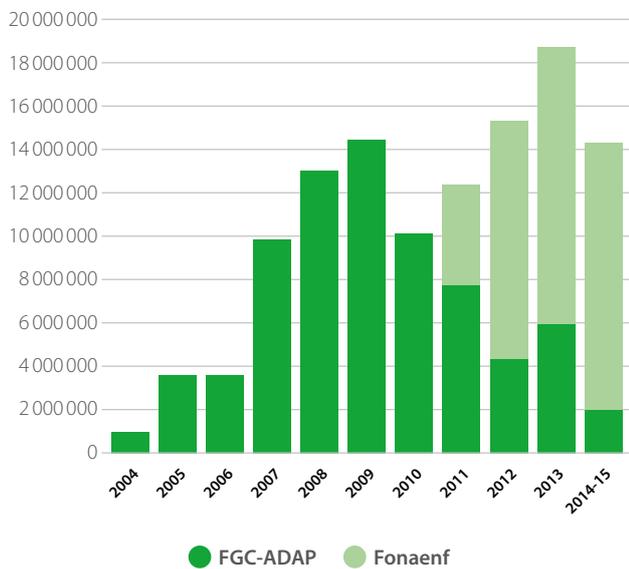
Outre le responsable en AENF, toute l'équipe de projet a été mise à contribution pour mener à bien ce volet d'activités, notamment pour relayer les informations dans les villages et effectuer un suivi rapproché de chaque centre de formation par des passages hebdomadaires. Cela a pu être réalisé en un premier temps grâce au seul financement de la FGC et à la mobilisation de tous les moyens du projet (personnel, véhicules,...), ce qui a stimulé les communautés à s'engager dans

Principales motivations évoquées par les personnes désirant participer au programme d'alphabétisation

- ▶ apprendre à lire, écrire, calculer en langue nationale;
- ▶ pouvoir échanger avec les autres et le monde extérieur au village;
- ▶ connaître beaucoup de choses;
- ▶ se former pour être utile;
- ▶ tenir des documents et les lire aux autres camarades;
- ▶ noter pour ne plus oublier tout ce que je veux faire;
- ▶ m'épanouir dans le village;
- ▶ rattraper un retard : celui de ne pas être scolarisé;
- ▶ ne plus se sentir aveugle;
- ▶ ne plus avoir toujours besoin d'assistance pour lire mes lettres;
- ▶ être recruté dans le comité de surveillance de la ZOVIC;
- ▶ pouvoir m'occuper de ma santé (consultations prénatales, soins des enfants, etc);
- ▶ participer aux rencontres dans le village (on n'invite que les lettrés);
- ▶ participer aux voyages d'échanges;
- ▶ bien gérer mes biens.



Financements du programme d'alphabétisation



le programme d'alphabétisation, sentant que l'initiative était sérieuse et que leurs besoins étaient pris en considération.

Avec l'accession, en 2011, au financement du FONAENF (Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle), le programme a ultérieurement évolué pour se conformer au cadre établi par ce fonds coordonnant l'enseignement non formel à l'échelle nationale. Cela a notamment permis à l'ADAP de renforcer le nombre de centres de formation et d'accroître la qualité de sa prestation.

Insertion dans le cadre légal et politique national

L'éducation est un des secteurs sociaux définis par le Gouvernement burkinabé comme prioritaire. Ainsi, l'axe 2 de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD, 2011) du Burkina Faso porte sur la consolidation du capital humain et la promotion de la protection sociale. Un certain nombre d'instruments et de référentiels importants encadrent la politique nationale en matière d'éducation et de formation professionnelle. Il s'agit principalement de la Loi d'orientation de l'Éducation, de la réforme du système éducatif, et de documents de politique sectorielle tels que le Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB 2001-2010) et le Programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB 2011-2015) qui lui a succédé. Cet ancrage politique de l'éducation s'établit en congruence avec les objectifs de la communauté internationale en matière de lutte contre l'analphabétisme, source de pauvreté et de vulnérabilité.

En matière d'alphabétisation non formelle, les grandes lignes de la politique actuelle sont définies dans Programme National d'Accélération de l'Alphabétisation (PRONAA), adopté en 2011, qui vise notamment à faire passer le taux d'alphabétisation de 28,7 % en 2006 à 60 % en 2015. La réalisation des objectifs du PRONAA exige une synergie partenariale accrue entre l'État, la société civile, et tous les autres partenaires au développement. Cette stratégie du faire-faire, qui met à contribution la société civile dans la mise en œuvre des activités d'alphabétisation et de formation sur le terrain, vise à surmonter les inefficiences d'une gestion intégrale de l'alphabétisation par l'État. En effet, lors du Forum national sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle qui s'est tenu en 1999, le constat avait été fait des difficultés qu'avait l'État à mettre en œuvre et gérer le programme national d'alphabétisation des adultes, et la recommandation avait été faite de mettre en œuvre, à l'échelle nationale, la stratégie du faire-faire, avec la création d'un fonds national chargé d'encadrer et de superviser l'alphabétisation des adultes mise en œuvre par des organisations de la société civile. Ce fonds, appelé Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle (FONAENF) a vu le jour en 2002 sous forme d'association régie par la loi N° 1092ADP du 15 décembre 1992. La particularité du statut du FONAENF est due au fait que l'État soit membre au même titre que les autres

acteurs (opérateurs, partenaires techniques et financiers, secteur privé, etc.). Les raisons du choix de la formule associative relèvent du souci d'avoir une autonomie financière et de gestion, ce qui confère une certaine souplesse et célérité dans les interventions du Fonds. La formule est aussi dictée par le besoin d'avoir un outil commun de financement regroupant les différents acteurs à savoir : l'état, les partenaires techniques et financiers, les associations et le privé. Le statut d'association d'utilité publique confère en outre au Fonds certaines prérogatives ainsi que des avantages fiscaux non négligeables.

Une convention a été signée entre l'État et le FONAENF stipulant que le Fonds est l'instrument principal de mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'alphabétisation et d'éducation non formelle. Le FONAENF est un outil spécifique, autonome et commun à tous les acteurs de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, né d'une volonté consensuelle des partenaires publics et privés pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous au Burkina Faso. D'une manière générale, la création du FONAENF répond au besoin de mobiliser d'importants financements pour satisfaire une demande de plus en plus importante dans le domaine de l'AENF, expliquée par le poids démographique et la faiblesse du système éducatif formel.

Ce Fonds, qui canalise la plupart des financements de la coopération internationale en faveur de l'alphabétisation au Burkina Faso, ne couvre toutefois pas l'ensemble des besoins, si bien que les ONG sont incitées à trouver des financements complémentaires pour mener à bien leurs activités d'alphabétisation.

Acteurs de l'éducation non formelle

Au delà du FONAENF, qui chapeaute l'éducation non formelle au Burkina Faso, la Direction Provinciale de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (DPENA) et coordonne la mise en œuvre à l'échelle régionale. La DPENA assure notamment le recrutement et la formation du personnel enseignant, le suivi administratif et pédagogique des centres, élabore les épreuves, organise les évaluations, corrige les copies, organise les ateliers bilan en fin campagne et dote les CBN2 de niveau 3 et 4 en manuels.

L'ADAP, comme nous le verrons au point 4.6, assure au même titre que d'autres ONG opérant dans l'éducation non formelle la coordination et l'organisation des activités, la gestion des achats et la mise en œuvre des activités sur le terrain. Elle coordonne et effectue elle-même le suivi des centres et organise les ateliers bilan au niveau de chaque village en fin d'année.

D'autres acteurs ont aussi un rôle important dans la réalisation du programme régional d'éducation non formelle. En particulier:

- L'association Tin Tua, qui assure l'approvisionnement des centres en documents didactiques et aussi le suivi des Centres Banma Nuara (CBN2) jeunes, en tant que promotrice de la méthode.

- Les superviseurs de centres, lesquels assurent le suivi des activités des centres et contrôlent leur fonctionnement.
- Les comités de gestion des centres: constitués au niveau des villages, ils assurent la mise en place des sites devant abriter les formations et mobilisent les apprenants, hébergent la formatrice ou le formateur du centre, assurent le suivi plus rapproché des activités du centre et veillent à la gestion des vivres mises à la disposition des apprenants. Ils facilitent en outre le dialogue entre les apprenants et le formateur, et informent du déroulement des activités aux agents de suivi de l'ADAP.
- Les formateurs-animateurs de centres: assurent la formation des apprenants dans les centres d'alphabétisation.
- Enfin, le Conseil Villageois de Développement et les leaders locaux, ainsi que les Mairies, qui facilitent l'ensemble des activités.



Approche pédagogique

La principale originalité de la formule pédagogique adoptée dans ce programme d'éducation non formelle est d'associer l'enseignement d'une langue locale à l'enseignement du français fondamental. Les campagnes d'alphabétisation, qui se déroulent pendant la période creuse pour l'agriculture (entre janvier et juin) et durent 90 jours (jusqu'en 2011, le programme d'enseignement était dispensé sur deux ans, par périodes de 60 jours), amènent ainsi progressivement les apprenants à maîtriser l'écriture en leur langue maternelle (l'alphabétisation fonctionnelle, au cours d'une année scolaire), pour ensuite les initier au français.

L'alphabétisation fonctionnelle : maîtrise des connaissances instrumentales de base en écriture, calcul et lecture.

Lors de la première année de ce cursus, le programme **d'Alphabétisation Initiale (AI)** initie les apprenants à la lecture, à l'écriture et au calcul en langue locale (gulmacéma, mooré ou fulfuldé). Quotidiennement, à raison de 5 ou 6 heures par jour pendant 60 jours (300 h d'enseignement), les étudiants débutent par une causerie introductive sur un thème qui sera ensuite approfondi dans la lecture du jour. Une session d'écriture suivie de leçons de calcul arithmétiques complètent enfin la journée scolaire.

La première activité journalière de « **causerie conscientisante** » a une importance capitale dans le processus de l'éducation non formelle. Ces causeries sont axées sur la vie quotidienne des apprenants et abordent des sujets liés à la vie en milieu rural et aux préoccupations des villageois. Les thèmes qui sont habituellement abordés sont par exemple : l'éducation environnementale, l'hygiène alimentaire, l'habillement, l'entretien de l'habitat, le civisme, la décentralisation, les activités génératrices de revenus, les maladies liées à l'insalubrité, les IST/SIDA, etc. Les différentes disciplines discutées au cours de ces sessions (l'hygiène, le civisme, la morale, l'éducation environnementale, l'histoire-géographie, la grammaire, etc.) forment un ensemble dans lequel chaque élément est lié à celui qui le précède. Ainsi, c'est dans la conduite de cette phase que l'animateur ou le formateur guide les apprenants à prendre conscience du thème et à formuler l'énoncé du jour,



une phrase clé qui contient la lettre qui sera étudiée au cours de la **leçon de lecture** qui suivra immédiatement après.

La méthode de lecture en usage au Burkina Faso est la méthode semi globale, qui part de la phrase clé dégagée et formulée par les apprenants à l'issue de la leçon de causerie conscientisante. De telle phrase clé, des mots qui contiennent le son clé (la lettre à étudier) sont extraits suite à un processus d'élimination des sons déjà connus. En association avec les autres sons déjà étudiés, des syllabes, des mots et des phrases simples se forment. Les différentes syllabes sont ainsi lues en classe et chaque apprenant reçoit en outre un syllabaire pour continuer la pratique à domicile.

La leçon de lecture se termine par la **leçon d'écriture**. Il s'agit en fait d'apprendre à écrire le graphème (lettres de l'alphabet) qui représente le son qui vient d'être découvert. Une fois l'écriture des graphèmes maîtrisés, on passe à celle des syllabes et des mots contenant celui-ci. L'importance de l'écriture rejoint celle de la lecture à laquelle elle doit toujours être associée à ce stade de l'apprentissage. Dans la vie de tous les jours et dans le cadre de la vie associative, elle est à la fois la mémoire et le moyen de communication incontestable, discret et efficace.

En clôture de journée, la dernière heure d'enseignement est consacrée à l'étude et la pratique des bases des calculs arithmétiques. L'utilité du calcul écrit dans la gestion d'une unité économique se passe également de commentaires, aucune



évolution positive ni gestion transparente ne peuvent se concevoir sans lui. Au niveau de l'alphabétisation des adultes, l'apprentissage des bases de calcul est relativement aisé car beaucoup d'adultes ont déjà acquis des capacités élevées en énumération et calcul mental. Ils sont plutôt handicapés par l'incapacité de lire et écrire, qui limite la portée de leurs savoirs oraux dans l'espace et surtout dans le temps. La méthode **d'enseignement du calcul** dans la phase initiale de l'alphabétisation tient ainsi compte de ce que les adultes connaissent déjà. Les acquis sont rapidement vérifiés, pour ensuite passer à la lecture et à l'écriture des chiffres et des nombres. Une technique adaptée permet de leur apprendre les quatre opérations en un temps relativement court.

Au terme du programme d'AI, les apprenants sont censés pouvoir lire couramment et comprendre le sens des textes, s'exprimer par écrit et effectuer des calculs à partir des 4 mécanismes d'opérations. L'importance de la lecture dans une société à tradition orale se passe de commentaire. A elle seule, elle fait la différence et coiffe ceux qui la maîtrisent d'une auréole de puissance. Tout comme les détenteurs du pouvoir traditionnel, celui ou celle qui sait lire et écrire est consulté et écouté. Savoir lire confère non seulement des savoirs, savoir faire et savoir être, mais aussi et surtout des pouvoirs. Percer les secrets de la chose écrite, ne plus voir avec appréhension le moindre bout de papier avec des écritures, constitue en soi une libération à laquelle aspire tout analphabète.

Ce programme d'alphabétisation initiale est complété par une **Formation Complémentaire de Base (FCB)** qui vise à consolider les acquis de l'AI. Au cours de la même saison sèche, sur une période de 200 à 240 heures d'enseignement, des nouveaux thèmes de discussion sont abordés et des applications pratiques de l'écriture et du calcul (gestion d'une caisse, d'un registre,...) sont expérimentés par les apprenants. La FCB amène ainsi les apprenants à comprendre et résoudre de manière autonome des problèmes, et renforce en outre leur prise de conscience de leurs droits et devoirs ainsi que de l'importance de leur participation au développement socio-économique de leur communauté.

Cette formule enchaînée, consistant à conduire les deux niveaux du premier cycle au cours de la même campagne, permet de mener de façon continue une session d'Alphabétisation Initiale et une Formation Complémentaire de Base, avec un temps de repos relativement court de une à deux semaines entre les deux. A l'issue de ce cursus, les apprenants ont la capacité de lire correctement et comprendre le sens d'un document rédigé en langue locale, et peuvent aussi tenir les comptes d'une petite structure. Ils peuvent ainsi conduire à bien des activités génératrices de revenus et gérer des unités économiques villageoises telles que les banques de céréales, les moulins à grains et les plates-formes multifonctionnelles, les points d'eau ou les pharmacies villageoises. Ils peuvent en outre assurer la gestion organisationnelle d'un groupement et jouer le rôle de secrétaire ou de trésorier de groupement. C'est ainsi que l'élévation du niveau d'alphabétisation au niveau d'un village contribue significativement au développement local et constitue un soutien crucial pour la réussite de l'ensemble des activités menées dans le cadre du projet transversal Faudeb.

Approfondissements de l'apprentissage

Les formations techniques et spécifiques (FTS)

Les formations techniques et spécifiques (FTS) visent à former les alphabétisés à l'auto-emploi. Ce sont des apprentissages reposant sur les connaissances acquises lors de l'alphabétisation et portent sur des activités choisies par les bénéficiaires. Ces formations appliquées sont le plus souvent réalisées avec des professionnels (des agents techniques des services spécialisés de l'État). Parmi les formations fréquemment demandées par les hommes, on compte notamment l'amélioration de leurs techniques de production et la commercialisation de leurs produits, de même que les principes de gestion des ZOVIC. Les femmes s'intéressent quant à elles davantage aux questions de santé, de nutrition des enfants, et aux activités génératrices de revenus (techniques de production d'huile, de savons,...). D'une manière générale, les FTS dispensées concernent généralement la mise en œuvre des autres activités promues par le projet, comme la fabrication de savons, l'apiculture, l'élevage, ou la gestion des ZOVIC.

Apprentissage du Français Fondamental et Fonctionnel (A3F)

A l'issue de l'alphabétisation fonctionnelle (AI et FCB), les meilleurs élèves des différents centres peuvent poursuivre dans un centre A3F ouvert dans le village pour une initiation au français. Le but de ce volet, est de permettre aux populations d'avoir un plus grand accès aux documents écrits qui les concernent mais qui sont, pour l'essentiel, en français. Au cours de cette formation de quatre ans, les apprenants suivent les modules du programme officiel du système formel, ce qui conduit les meilleurs élèves à la participation à l'examen national du certificat d'études primaires (CEP).

Centre Banma Nuara (CBN)

Le programme des CBN a été conçu par l'association Tin Tua pour des jeunes ou adultes alphabétisés désirant acquérir le français comme langue de communication. Il s'agit d'une alternative au programme A3F qui a été conçue pour être accessible par les communautés locales et promouvoir leur développement professionnel. Ce programme s'étale également sur quatre ans, à raison de cinq mois par année

pendant la saison sèche (de janvier à mai). A l'issue de ce programme, les apprenants savent s'exprimer couramment en français, tant à l'oral qu'à l'écrit, et peuvent traduire et transcrire dans leur langue maternelle des textes français. Ils maîtrisent en outre l'arithmétique élémentaire pour résoudre les problèmes liés à la vie courante et aux activités quotidiennes. Ils sont ainsi aptes à contribuer au développement local en occupant des postes de responsabilité.

Contenu du programme de formation

1^{re} année : L'alphabétisation en langue nationale (lecture, écriture, calcul) / Le français purement oral (avec un support audio- visuel) / Les exercices sensoriels en langue nationale / L'éducation morale et civique en langue nationale / Les activités pratiques de production (en langue nationale) / Les mathématiques en langue nationale.

2^e année : Le français oral (avec un support audio visuel). / Le français écrit : lecture et écriture en s'appuyant sur les acquis de l'alphabétisation. / Le renforcement des acquis de l'alphabétisation en langue nationale. / Les mathématiques en langue nationale. / L'enseignement de l'éducation morale et civique en langue nationale / L'enseignement des exercices sensoriels en langue nationale / Les travaux pratiques de production en langue nationale et en français.

3^e année : Toutes les disciplines inscrites au programme des écoles classiques au CE1 et au CE2 en français. / Lecture et exploitation de textes en langue nationale d'alphabétisation. / Les travaux pratiques de production en langue nationale et en français.

4^e année : Programme du CM2 des écoles primaires en français. / Lecture et exploitation de textes en gulfmancema. / Les travaux pratiques de production en langue nationale et en français. / La langue nationale d'alphabétisation en 1^e et en 2^e année est utilisée comme matière et langue d'enseignement. A partir de la 3^e année, intervient le transfert et le français prend le relais de la langue nationale comme matière et langue d'enseignement. La langue nationale est maintenue comme matière d'enseignement. / Lecture et exploitation de textes dans la langue nationale d'alphabétisation. / Les travaux pratiques de production en langue nationale et en français.

Organisation d'une campagne d'alphabétisation

Préparation des campagnes

Recrutement et formation du personnel enseignant

En fonction du nombre de centres sollicités par les villageois, le responsable AENF du projet adresse ses besoins en personnel enseignant à la DPENA, qui se chargera de les former. Généralement, le responsable AENF propose à la DPENA des animateurs qui ont déjà collaboré avec le projet ou qui ont effectué le parcours d'alphabétisation dans le cadre du projet, pour qu'ils soient formés et évalués par la DPENA. En cas de réussite des évaluations de la DPENA, ces enseignants seront affectés aux centres d'alphabétisation gérés par le projet.

Depuis 2012, la formation des enseignants par la DPENA a été considérablement raccourcie, si bien que les novices ne sont pas bien préparés pour affronter leur première campagne d'enseignement dans les villages. Or, la compétence de l'animateur est cruciale pour la réussite d'une campagne d'alphabétisation. Si l'animateur se comporte mal au sein du village ou s'il ne se montre pas à la hauteur de sa tâche, sa crédibilité sera écornée et les apprenants auront tendance à délaissier la formation. Le responsable AENF du projet a ainsi entrepris d'organiser une formation complémentaire pour les formateurs, au siège de l'AFAUDEB. Cela permet aux formateurs de mieux connaître l'ensemble des activités du projet, notamment pour ce qui concerne la gestion de l'environnement. Par ailleurs, un suivi régulier est assuré par l'équipe de projet, et le responsable AENF du projet planifie le programme de cours avec les formateurs et se tient à leur disposition pour les renseigner sur les thèmes qu'ils ne maîtrisent pas bien.

La rémunération des enseignants fixée par le FONAENF s'élève à 50 000 FCFA par mois pendant six mois, ce qui est plutôt modeste. Par ailleurs, les enseignants se plaignent souvent des conditions de séjour qui leur sont offertes dans les villages, notamment de l'alimentation peu variée et de la présence d'insectes dans leur case (termites, scorpions, serpents...). Ainsi, si l'opportunité se présente, les meilleurs enseignants n'hésiteront pas à rejoindre l'enseignement classique, avec de bien meilleures conditions salariales offertes par l'Etat. Dans les premiers temps du programme d'alphabétisation mené par l'ADAP avec le soutien exclusif de la FGC, il était possible

d'offrir une meilleure rémunération mensuelle si bien que les enseignants restaient d'année en année, ce qui garantissait une meilleure qualité d'enseignement. Cela n'étant plus possible à partir du moment que le programme d'alphabétisation a intégré le circuit du FONAENF, le projet a visé à garantir les meilleures conditions de travail possibles aux enseignants. Les Comités de Gestion des centres de formation villageois ont ainsi été incités à prendre bien soin du séjour de l'enseignant dans le village. Le projet a pris quant à lui en charge les frais de transport de enseignants et leur a fait signer des contrats de travail, ce qui les a responsabilisés et valorisés. Comme nous le verrons plus loin, l'apport de cantines scolaires par le projet a garanti en outre une bonne alimentation des participants et des enseignants.

La mobilisation sociale des bénéficiaires

Généralement, des leaders villageois prennent contact avec le personnel du projet pour solliciter l'implantation d'un centre d'alphabétisation. Une visite du village par le responsable de programme a alors lieu pour expliquer aux leaders en quoi consiste l'alphabétisation et déterminer avec eux quel type de programme répondrait le mieux aux besoins du village. Ensuite, une assemblée générale villageoise est organisée pour échanger davantage sur les conditions d'ouverture d'un centre, éveiller l'intérêt de la population pour le programme d'alphabétisation et s'assurer de leur engagement à le suivre.

Cette étape est cruciale pour la réussite de la campagne, car parfois des leaders sollicitent l'ouverture d'un centre d'alphabétisation pour montrer leur capacité de mobilisation des ressources et accroître leur prestige dans la communauté, alors qu'il n'y a pas de réel intérêt pour un tel programme de la part de la population. Sans réelle motivation de la base, et sans réelle compréhension de l'engagement qu'implique, pour les apprenants, de suivre une formation longue de plusieurs mois, une campagne peut aboutir à des résultats décevants, ce qui peut nuire à la réputation du projet et remettre en question les financements du FONAENF.

Le financement du FONAENF ne permet par ailleurs pas de répondre à toutes les demandes qui leur sont présentées, ce qui génère de la déception dans les villages éligibles qui

Témoignage

Karidiatou Thiombiano

Animatrice Alpha

// Je me suis engagée avec l'ADAP depuis l'année scolaire 2007-2008, comme animatrice AI et FCB et ce, durant les campagnes alpha de 2007-2008 et de 2008-2009. C'est à partir de la saison 2009-2010 que j'ai commencé à dispenser les cours dans la formule A3F qui prépare les enfants au CEP. Avec l'Acquisition du Fonds FONAEF par l'ADAP en 2011, la formule CBN est venue remplacer la A3F et j'ai dû poursuivre avec ladite formule.

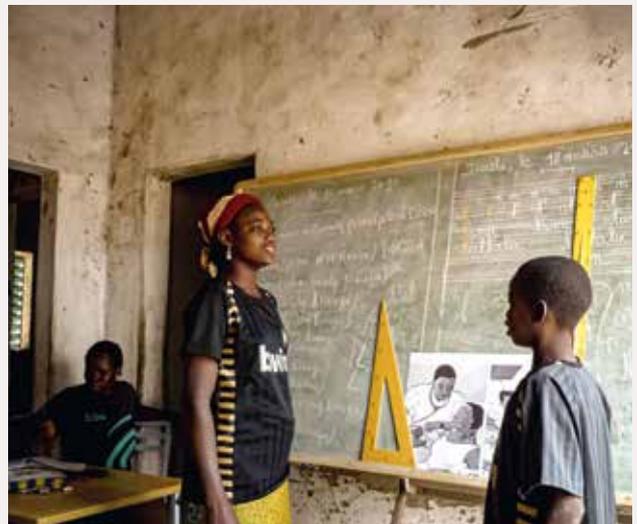
Ma plus grande fierté aujourd'hui c'est de constater que les élèves que j'ai tenus s'illustrent bien dans la vie active comme employés de commerce, d'officine pharmaceutique pendant que d'autres (les plus jeunes) poursuivent leurs études au secondaire. La communication est surtout maintenue avec ces derniers qui ne manquent pas de m'appeler. Cela traduit leur reconnaissance pour le travail et les bons rapports que nous avons su entretenir durant ces différentes campagnes d'Alphabétisation.

Je n'ai pas rencontré de difficultés particulières durant toutes ces années passées avec l'ADAP, les plus grands soucis des animateurs sont relatifs aux conditions de logement dans les familles d'accueil au village, mais à mon niveau je ne pas été confrontée à un problème majeur. Néanmoins, il faut reconnaître qu'il y a des efforts que nous devons faire en tant qu'animateurs pour intégrer nos familles au village et se faire adopter. Pour cela, il faut être tolérant par rapport à certains faits et gestes des villageois et des apprenants pour gagner leur confiance et leur acceptation.

L'ADAP est l'une des meilleures structures aux termes de l'organisation et la gestion des centres. Il y a un suivi régulier des centres par les Superviseurs, le Responsable alpha et même les agents de l'équipe ADAP/AFAUDEB. Aussi, les centres sont fournis en vivres ce qui accroît la motivation et la fréquentation

des apprenants. Ces bonnes conditions mettent l'animateur à l'aise dans son travail en sachant également que les conditions de rémunération sont aussi relativement plus motivantes au niveau de l'ADAP. C'est ce qui justifie d'ailleurs le long temps que j'ai pu passer avec l'ADAP dans le cadre de l'animation de ses centres.

La seule critique à l'endroit de l'ADAP est qu'il n'y a pas une politique de promotion des carrières pour les animateurs et superviseurs. Moi je totalise pratiquement sept ans de travail avec l'ADAP mais ma rémunération annuelle n'a pas varié, elle est restée constante si bien qu'il n'y a aucune différence entre ceux qui viennent de contracter avec la structure et les anciens.





voient leur demande rejetée faute de moyens. Les Formations Techniques et Spécifiques coûtent sensiblement plus cher si bien que peu de demandes sont acceptées par le FONANENF dans ce domaine

Mise en place des comités de gestion

Le comité de gestion a pour rôle de suivre et contrôler le fonctionnement du centre afin de gérer les situations conflictuelles et de jouer un rôle d'interface entre la communauté et le projet Afaudeb. Composé de quatre leaders villageois alphabétisés, le comité de gestion s'occupe du transport et de l'entretien du matériel du centre, organise l'hébergement et l'accueil du formateur, mobilise des apprenants, organise la cantine (achat de produits, stockage, gestion des contributions,...), effectue un suivi régulier du centre et relaye les informations à leurs superviseurs. Il contribue en outre à la résolution des problèmes qui peuvent surgir entre l'enseignant et les apprenants. Un superviseur local assure le suivi de plusieurs cinq centres d'une région donnée, et sert de relais pour le coordinateur du programme. Les comités de gestions de centres sont mis en place par vote au cours des séances de sensibilisation par les habitants et en tenant compte de l'influence de la personne. Les comités assurent le suivi quotidien des activités du centre et parfois arrivent à prendre en charge les frais de soin des animatrices.

La formation des comités de gestion sur leurs rôles

Dans l'approche initiale de l'ADAP, les Comités de Gestion ainsi que les animateurs et les superviseurs des centres, suivaient tous ensemble une formation sur leurs rôles dispensée par l'équipe ADAP en partenariat avec l'association Tin Tua. Par la suite, le responsable du programme s'est chargé de former chaque comité et les autres acteurs susmentionnés au niveau du village. Les principaux sujets abordés sont généralement les suivants: l'importance d'un comité de gestion de centre, les rôles et responsabilités de chaque membre du comité, la manière de s'impliquer dans la gestion d'un centre, les conditions de remplacement d'un membre inactif, et les stratégies d'approche pour développer l'éducation non formelle dans le village.

Le recrutement des auditeurs ou apprenants

Les membres des Comités de Gestion des centres assurent le recrutement des apprenants après avoir passé l'information dans le village avec l'appui du superviseur. L'inscription est libre et dans certains villages le nombre d'apprenants désirant s'inscrire dépasse la capacité du centre qui est fixée à trente personnes. De plus en plus de femmes participent, d'une part car la politique du FONANENF l'encourage, d'autre part car il est difficile de retenir des hommes adultes en formation pendant plusieurs mois et encore plus pendant plusieurs années. Lors

des animations initiales dans les villages, l'animateur encourage les femmes à participer, notamment celles qui produisent des PFNL, sans toutefois exclure les hommes, et met en garde sur les conséquences en cas d'absentéisme : non seulement il est difficile de rattraper le retard, mais le centre dans son ensemble pourrait être remis en question en cas de fort taux d'abandons.

La mise en place des sites de formation

Les sites accueillant les formations sont généralement construits en paillotte par les comités et les apprenants. L'emplacement du centre est décidé par consensus, sous le contrôle des superviseurs. Ils sont généralement construits dans une position centrale du village, à proximité d'un point d'eau. Cependant, les constructions en paillotte sont exposées aux intempéries, surtout au vent, et peuvent être abîmées par le bétail.

Des centres en dur ont été construits les premières années du projet à Boumoana, Lalimanga, Sadpenga, et se sont révélés pratiques non seulement pour les formations mais aussi pour des activités communautaires hors périodes d'enseignement. Certains villages ont pris l'initiative de fabriquer des briques et de construire des salles que le projet a ensuite équipées de toitures en tôle. Hors périodes d'enseignement, les communautés profitent des ces salles pour les utiliser à d'autres effets (tamisage des récoltes, accueil d'hôtes,...). Le coût des constructions en dur est cependant prohibitif et de telles sommes pourraient être investies plutôt dans l'ouverture de centres temporaires supplémentaires.



Elaboration des répartitions mensuelles des cours

Chaque formateur élabore ses répartitions de cours mensuelles avec l'appui du coordonnateur AENF du projet. Les formateurs ont ainsi un guide de travail efficace leur permettant d'atteindre leurs objectifs. Des séances de préparation intensives aux examens sont en outre conduites à l'approche de l'évaluation finale. Cela constitue une particularité du programme de ce projet qui propose aux apprenants d'effectuer une révision générale intense de toutes les disciplines. Une semaine durant les apprenants restent dans les centres de 8h à 20h, et des dispositions sont prises au niveau de la cantine à cet effet.

En cours de campagne

Dotation des centres

en fournitures scolaires et matériels collectifs

L'équipe de projet, sous la conduite du responsable de l'AENF, assure l'achat des fournitures scolaires (cahiers, stylos et manuels) et matériels collectifs (bancs, tableau, craies) suivant les procédures du bailleur, le FONAENF, qui impose un respect strict du budget, sans aucune possibilité de s'en écarter. Cela provoque certaines aberrations, puisque même le tarif des stylos est fixé et, de plus, à un prix inférieur à ceux du marché. Cela oblige à des négociations avec les fournisseurs pour obtenir les marchandises nécessaires sans s'écarter des montants prévus dans le budget.

Lors des précédentes campagnes réalisées sur financement de la FGC, il était possible de fournir du matériel de bonne qualité. Avec le financement du FONAENF, non seulement les budgets sont réduits et rigides, mais de plus il n'est pas possible de compléter ces budgets par d'autres financements, car les procédures du FONAENF l'interdisent. Les bancs fournis par le projet pouvaient servir plusieurs années, et ont même servi à équiper une école primaire dans un village. Dans cette école, 6 enfants qui avaient d'abord suivi le programme d'alphabétisation pour ensuite rejoindre la nouvelle école se sont révélés être les six meilleurs élèves de leur classe.

Le suivi pédagogique

des activités alpha dans les centres

Le suivi pédagogique des centres s'effectue selon la planification des activités mensuelles et hebdomadaires. Ce suivi est effectué en premier lieu par l'équipe de projet : non seulement le responsable de l'AENF mais aussi les autres membres de l'équipe de projet passent dans les centres au moins une fois par semaine, ce qui stimule les apprenants et les comités

de gestion. Outre l'équipe de projet, la DEPENA effectue aussi un suivi pour vérifier que tout est bien fonctionnel et que la méthode pédagogique est bien respectée. Un cahier de suivi au niveau du centre permet d'enregistrer les passages de toute personne extérieure.

Mise en place des cantines endogènes

Les cantines sont une particularité de programme d'alphabétisation de ce projet : les apprenants bénéficient d'un repas à la fin de chaque jour d'enseignement, pour encourager leur assiduité et permettre aux femmes avec enfants de participer à la formation, leurs domiciles étant souvent à plusieurs kilomètres de distance du centre d'enseignement. Les fonds du FONAENF ne prévoyant pas ce volet, il a été possible de solliciter la FGC pour réaliser ces cantines.

Les achats des vivres au marché local, notamment les ingrédients les plus rares comme l'huile (de karité ou de balanitès) ou les haricots, sont organisés par les comités de gestion avec l'appui de l'équipe en AENF de l'ADAP. Les comités de gestion se chargent du transport des vivres jusqu'au centre de formation, et les apprenants complètent l'approvisionnement, généralement avec le maïs que tous produisent dans la région, ainsi qu'en apportant le charbon pour la cuisson et en affectant des cuisinières chargées de préparer les repas. Le coordonnateur et les superviseurs de centre sont responsables de la bonne gestion des vivres. Au delà des apprenants bénéficiaires des cantines endogènes, des enfants de moins de 5 ans profitent des repas de centre, ce qui permet aux femmes allaitantes d'être assidues lors des cours.

Fin de campagne

Elaboration des données statistiques

A la fin de chaque campagne, les apprenants passent l'examen final préparé par la DPENA pour l'obtention de leur certificat. Une permutation des formateurs entre les différents centres de formation a lieu afin d'éviter des tricheries à l'examen, certains formateurs pouvant être tentés d'aider ses apprenants à passer l'examen afin d'être bien évalués eux-mêmes. Les corrections sont conduites par la DEPENA, avec la participation des ONG partenaires du programme.

Sur la base des résultats obtenus par les apprenants, des statistiques de fin de campagne sont élaborées par le responsable de l'AENF du projet pour chaque centre de formation sous sa responsabilité. Ces statistiques sont soumises pour validation

par la DPENA et CEB qui les agrègent ensuite pour effectuer les ateliers bilans aux niveaux provincial et régional avec tous les partenaires du programme d'alphabétisation.

Ces statistiques sont déterminantes pour l'évaluation de l'efficacité de chaque partenaire et pour leurs financements futurs par la FONAENF. Il y a une saine concurrence entre organisations pour prétendre à leurs fonds, si bien que toutes font des efforts pour assurer une bonne réussite des campagnes. L'ADAP a de très bons résultats, grâce à l'application de son coordonnateur AENF et aussi grâce aux cantines, qui sont très appréciées des apprenants et les encouragent à fréquenter avec assiduité les cours.

Organisation des ateliers bilans par village

Le coordinateur de l'AENF du projet organise un bilan de campagne au niveau de chaque village ayant accueilli des centres de formation, avec la participation des bénéficiaires directs de l'alphabétisation (apprenants), des membres des comités de gestions des centres, des leaders des villages et quartiers et des chefs coutumiers. Ces ateliers bilans permettent de faire le point sur les résultats obtenus par centre et d'inciter l'implication effective des acteurs à tous les niveaux pour les campagnes futures. Ils sont aussi l'occasion de traiter les problèmes rencontrés au niveau de chaque centre de formation et d'élaborer des solutions pour les prochaines campagnes.

Suivi du système de gestion

du matériel mobilier au niveau des centres

Le dispositif de stockage du matériel fourni à chaque centre est organisé par le responsable AENF du projet avec le Comité de Gestion du centre. La bonne conservation du matériel collectif permet d'économiser sur les financements futurs, mais il est parfois difficile de trouver des locaux de stockage pouvant résister aux intempéries de la saison des pluies dans les villages. Le suivi était bien mené par le passé, mais cela n'est plus prévu dans le cadre du financement du FONAENF, si bien qu'il est désormais réalisé par l'équipe de projet en marge des autres activités qu'ils sont amenés à réaliser dans les villages accueillant des centres de formation. Il est à relever que le choix du lieu de stockage du matériel des centres peut parfois donner lieu à des disputes au sein du comité de gestion du centre, chaque membre voulant récupérer du matériel à son domicile.

Principaux résultats

Depuis son lancement en 2004-2005, le programme d'alphabétisation de l'ADAP a permis de former avec succès plus de 2 000 personnes, dont une quinzaine a poursuivi des études secondaires à suite à l'obtention du certificat d'études primaires. Le tableau ci-dessous récapitule le nombre d'apprenants par année (y compris ceux qui ont suivi des cursus pluriannuels pour l'apprentissage du français).

L'alphabétisation permet aux individus de gagner confiance en leurs propres capacités et contribue sensiblement à leur émancipation et à leur capacité d'organisation collective. Grâce aux thèmes abordés à travers le programme d'alphabétisation, notamment lors des séances de causeries (expression orale) et aux lectures qui s'ensuivent, les apprenants partagent et acquièrent des connaissances sur de nombreux thèmes liés à leur vie quotidienne: l'hygiène, les problèmes de santé, les pratique agricole ou encore la vie civique, la planification familiale, sensibilisation sexuelle, scolarisation des filles, excision, techniques agricoles et maraîchage, sens civique (actes de naissances), vie associative,... . De plus, ils prennent conscience de leurs droits ainsi que de leur rôle au sein de la société et de leur foyer. Cela se remarque plus particulièrement chez les femmes qui, suite à leur formation, se

distinguent par une apparence plus soignée que la norme et par leur plus grande témérité à prendre parole en public, à participer à la vie sociale et politique locale. La sensibilisation effectuée à travers le programme d'alphabétisation sur des thèmes comme l'hygiène ou la santé fait qu'elles prennent davantage soin de leurs enfants et qu'elles n'hésitent pas à fréquenter les centres de santé.

Elles encouragent par ailleurs leurs propres enfants à fréquenter l'école et militent auprès de leurs maris pour que les fillettes aussi puissent aller à l'école. Au bout du compte, un foyer alphabétisé se distingue souvent des autres par une plus grande propreté, par le soin accru apporté aux champs, par la manière de s'exprimer plus claire de ses membres, par leur une manière de cohabiter plus respectueuse.

Les formations techniques spécifiques (PFNL, élevage, savons, jus...) dispensées à la suite du programme d'alphabétisation ordinaire permet en outre aux apprenants d'apprendre de nouvelles techniques et de développer leurs compétences. Pour les hommes, le fait d'avoir obtenu un certificat d'alphabétisation leur garantit une plus grande considération au sein du village, et c'est généralement parmi eux que l'on sélectionne

Inscriptions et taux de succès dans les centres d'alphabétisation ADAP

Année	Nombre de centres	Nombre d'inscrits			Nombre d'admis pour le niveau supérieur			Taux de succès		
		Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
2004-05	8	147	96	243	74	58	132	50,34%	60,40%	54,32%
2005-06	12	155	133	288	92	92	184	59,35%	69,17%	63,89%
2006-07	8	136	91	227	100	67	167	73,53%	73,63%	73,57%
2007-08	16	176	282	458	127	221	348	72,16%	78,37%	75,98%
2008-09	17	247	134	381	214	116	330	86,64%	86,57%	86,61%
2009-10	18	252	217	469	214	194	408	84,92%	89,40%	86,99%
2010-11	14	150	126	276	133	114	247	88,67%	90,48%	89,49%
2011-12	14	125	241	366	117	236	353	93,60%	97,93%	96,45%
2012-13	15	281	196	477	224	141	365	79,72%	71,94%	76,52%
2013-14	17	336	190	526	309	170	479	91,96%	89,47%	91,06%
2014-15	15	306	156	462	286	144	430	93,46%	92,31%	93,07%
Total	154	2311	1862	4173	1890	1553	3443	81,78%	83,40%	82,51%



les représentants invités à participer à des projets ou à des cérémonies officielles. Par ailleurs, la sensibilisation qu'ils ont reçu les incite à améliorer leurs pratiques agricoles et à changer leur comportement tant au sein de la communauté que de leur propre foyer.

L'alphabétisation est aussi une opportunité pour évoluer vers de nouvelles activités et diversifier les sources de revenus. Ainsi, la plupart des surveillants recrutés par les Comités Villageois de Gestion de la Faune (CVGF) pour effectuer le suivi écologique sont issus du programme d'alphabétisation ou sont invités à y prendre part. Les membres mêmes des CVGF sont pour la plupart passés par des centres d'alphabétisation, où ils ont non seulement appris à compter, lire, écrire et s'exprimer, mais où ils ont aussi appris les bases du fonctionnement d'une organisation. De même pour les femmes qui rejoignent des groupements de productrices de produits forestiers non ligneux (PFNL): le programme d'alphabétisation leur permet d'apprendre à gérer une petite unité de production de PFNL et les initie au fonctionnement d'un groupement.

En somme, les alphabétisés ont plus confiance en eux-mêmes, s'organisent mieux et prennent des initiatives diverses pour leur propre épanouissement et celui de leur communauté. Ils deviennent des agents du développement de leur village.

Toutefois, sans pratique régulière de l'écriture et de la lecture, le risque de retomber rapidement dans l'analphabétisme est élevé. Or, il existe peu de documents écrits en langues locales, si ce n'est ceux traduits dans le cadre de ce projet ou ceux produits par l'ONG Tin Tua, et il est difficile de les faire parvenir dans tous les foyers alphabétisés pour que ceux-ci entretiennent leurs acquis. Il serait par ailleurs utile d'utiliser les réseaux de personnes alphabétisées pour diffuser des informations urgentes, comme lors d'une épidémie telle qu'ébola.

Témoignage

Yenipoundi Tandamba

Ancien élève alpha

“ J'ai débuté l'apprentissage alpha en 2007 avec l'Association Tin Tua. C'est en 2008 que j'ai intégré le centre alpha de l'ADAP dans mon village (Sadpenga), alors que j'avais 14 ans. Nous étions 45 apprenants en 2008 à ouvrir le centre et pour finir en 2011 au nombre de 11 personnes.

Il faut dire que l'ouverture de ce centre a été une véritable opportunité pour nous qui n'avions pas eu la chance comme les autres enfants de notre âge d'aller à l'école classique. J'ai réussi avec d'autres camarades de ladite promotion à l'Examen du certificat d'étude primaire en 2011.

Nous qui étions encore jeunes à cette date, avons décidé de poursuivre le cycle scolaire en ville, à Fada N'Gourma. Les plus âgés qui étaient déjà des chefs de familles sont restés au village. Certains sont aujourd'hui des animateurs de centres alpha ou des superviseurs et d'autres sont des employés de commerce. L'ADAP a soutenu notre décision de poursuivre le cycle scolaire, en nous accompagnant chaque année avec les frais de scolarités et avec les fournitures quelques fois.

Je viens de décrocher cette année (2015) mon deuxième diplôme scolaire qui me donne droit à accéder au lycée. C'était impensable en 2007 quand j'accédais pour la première fois dans un centre d'alphabétisation, de croire que je pouvais arriver à ce niveau. Ma vie et celle de mes camarades a changé et le programme alpha a été la clé de cette évolution positive.

Nous comptons aujourd'hui parmi les lettrés du pays et pour le village, nous sommes devenus des références pour les parents et surtout pour nos jeunes frères. Aujourd'hui en ville nous n'avons pas de problème d'accès aux services urbains et nous appuyons nos parents dans l'obtention de certains actes administratifs.

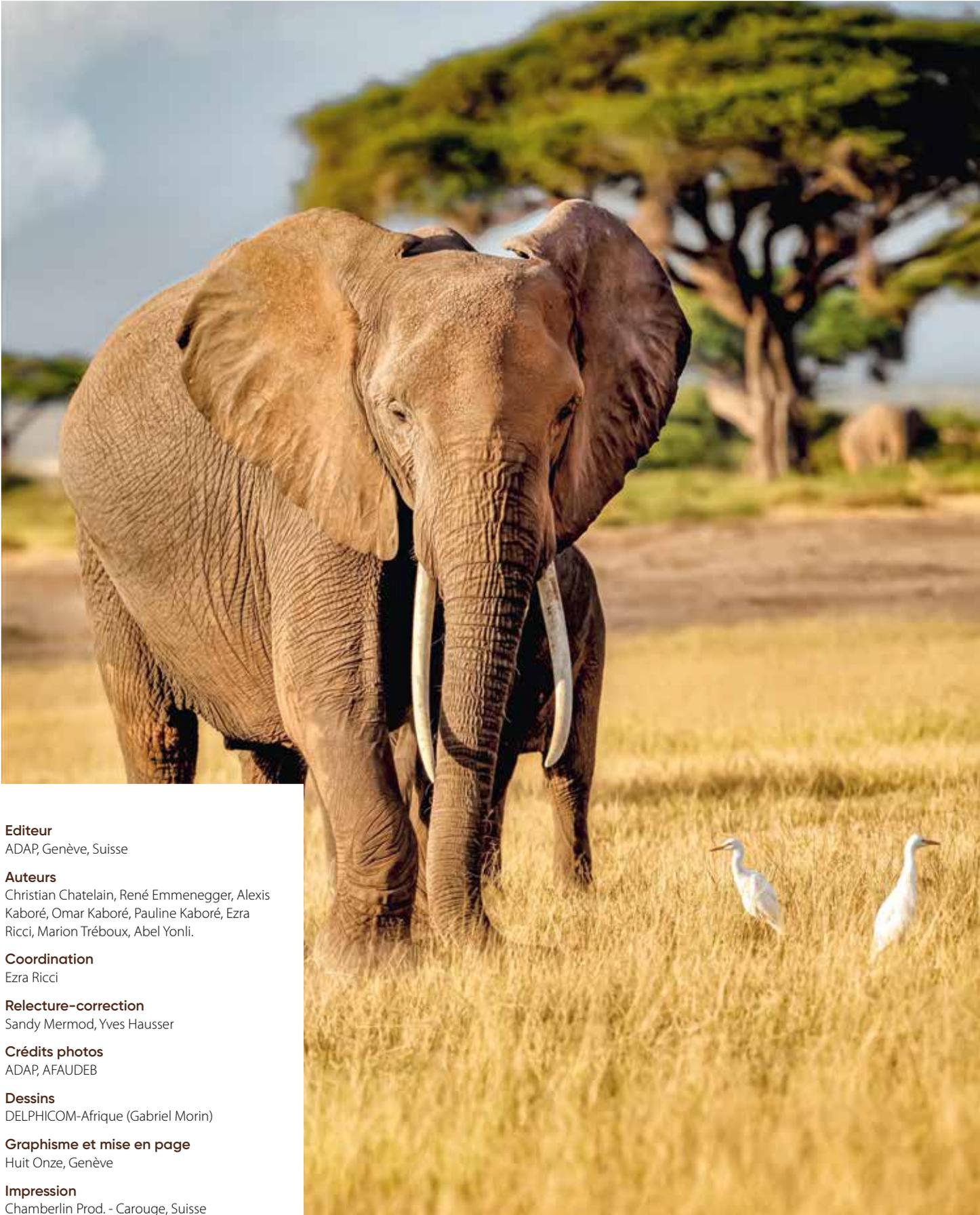
Enseignements tirés du programme d'alphabétisation

La mobilisation de toute la communauté villageoise dans l'établissement d'un centre d'alphabétisation est le principal facteur de réussite d'une campagne d'éducation non formelle. Lorsqu'un centre de formation - voulu et soutenu par les leaders villageois, désiré par les apprenants, soutenu par le personnel d'appui, et reconnu par les institutions étatiques - prend forme, un climat stimulant se crée qui va entraîner les apprenants vers la réussite de leurs études.

Pour que cette dynamique vertueuse s'enclenche, le personnel d'appui doit apporter le soutien nécessaire aux initiateurs de la démarche, afin qu'ils parviennent à rassembler leur communauté autour du projet de création d'un centre de formation. L'engagement du personnel du projet Faudeb et notamment de son responsable en alphabétisation, lui-même issu d'un village de la région de l'Est et désireux de contribuer au développement de son peuple, a fortement contribué à établir ces dynamiques vertueuses. Le suivi rapproché et l'accompagnement bienveillant des communautés par l'ensemble de l'équipe de projet Faudeb, qui a mis tous ses moyens à contribution (véhicules, obtention de cofinancements, ...) pour favoriser la réussite des campagnes d'alphabétisation, ont stimulé et responsabilisé les communautés, qui se sont senties considérées et respectées. Ce fort engagement du projet Faudeb a clairement été une des clefs de la réussite des activités d'alphabétisation.

Outre à cela, l'établissement de cantines scolaires a permis à de nombreux apprenants de prendre part de manière assidue aux cours sans avoir à se soucier de leur alimentation ni, pour ce qui concerne les jeunes femmes, de celle de leurs petits enfants. Sans la cantine scolaire, de nombreux participants, en particulier des jeunes femmes, auraient certainement dû renoncer à prendre part aux formations car obligées de travailler pour subvenir à leurs besoins. Ainsi, la cantine scolaire est aussi clairement un facteur de réussite, qui mériterait d'être systématisé dans tout le pays.

Enfin, un autre atout de l'approche transversale du projet Faudeb a été celui d'offrir des opportunités variées de pratiquer les connaissances acquises dans le cadre du programme d'alphabétisation. En effet, de nombreux apprenants ont par la suite pris part aux autres activités promues par le projet telles que la gestion des ZOVIC ou la production de PFNL, ce qui leur a permis de continuer à pratiquer l'écriture, la lecture et le calcul. Offrir ce genre de débouchés contribue à maintenir les connaissances acquises par les apprenants et réduit ainsi le risque de retour à l'analphabétisme.

**Editeur**

ADAP, Genève, Suisse

Auteurs

Christian Chatelain, René Emmenegger, Alexis Kaboré, Omar Kaboré, Pauline Kaboré, Ezra Ricci, Marion Tréboux, Abel Yonli.

Coordination

Ezra Ricci

Relecture-corrrection

Sandy Mermod, Yves Hausser

Crédits photos

ADAP, AFAUDEB

Dessins

DELPHICOM-Afrique (Gabriel Morin)

Graphisme et mise en page

Huit Onze, Genève

Impression

Chamberlin Prod. - Carouge, Suisse



**Association pour le Développement
des Aires Protégées**

Rue des Savoises 15, CH-1205 Genève

T. +41 (0) 22 320 76 75 | info@adap.ch

www.adap.ch

Reproduction autorisée seulement avec l'accord préalable de l'éditeur
Imprimé en juillet 2020